

Pourquoi manifester le 16 octobre ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 30 septembre 2016

Dans son avant-dernier livre, *Dieu ou rien*, le cardinal Sarah, très proche collaborateur du pape, n'y va pas par quatre chemins : la légalisation de l'union homosexuelle, conséquence du déclin de l'Occident, précipitera sa chute s'il ne réagit pas.

En effet, la loi Taubira est la clé de voûte de la déconstruction entreprise par les gouvernements successifs depuis plusieurs dizaines d'années. Elle réduit à néant le socle sur lequel repose toute société, à savoir la famille naturelle. Par la légalisation d'une union contre nature, la loi justifie tous les comportements, et détruit par voie de conséquence la filiation naturelle. La loi Taubira est donc évidemment la loi suprême de déconstruction, raison pour laquelle Madame Taubira, à juste titre, a qualifié elle-même son texte de "fondateur d'une civilisation nouvelle".

Lors des prochaines élections présidentielles, et sous réserve que les tactiques ou combinaisons partisans n'aboutissent pas un résultat inverse, les forces de droite devraient l'emporter à une forte majorité. D'ores et déjà, la plupart des candidats potentiels de la droite ont pris certains engagements pour lesquels leur électorat s'exprime pourtant majoritairement de façon défavorable. La suppression de l'ISF en est un exemple : elle figure dans les projets de programmes de la quasi-totalité des candidats de droite, contre l'avis majoritaire de leurs électeurs. Ainsi, les candidats à la primaire des Républicains et du Centre ne peuvent développer l'argument selon lequel il leur est impossible de mettre à leur programme l'abrogation de la loi Taubira, sous prétexte que leur électorat ne l'accepterait pas. L'argument est totalement fallacieux : leur position sur l'ISF montre clairement qu'ils savent faire des propositions contraires à ce que souhaitent majoritairement leurs électeurs.

Concernant la loi Taubira, le raisonnement doit être le même. Un changement de civilisation imposée par les forces de gauche peut parfaitement être annulé par une loi de quelques lignes abrogeant la dite loi. Or, mis à part Jean-Frédéric Poisson, aucun des candidats à la primaire des Républicains ne veut cette abrogation. L'exemple de l'ISF montre clairement que leur position n'a pas de rapport avec ce que pense leur électorat. D'ailleurs, qui oserait affirmer que la droite pourrait perdre les élections parce que la loi Taubira risque d'être abrogée ? La réalité est simple : les candidats ont intégré ce changement de civilisation et n'entendent pas y toucher. Nous le savons depuis longtemps : sur le plan « sociétal », ces candidats sont profondément imprégnés de l'esprit libertaire qui ravage notre pays depuis un demi-siècle. Nous le savons, et n'en sommes pas étonnés. Le courageux Poisson est l'exception qui confirme la règle.

Dans ces conditions, le monde de la résistance acharnée à la loi Taubira doit, plus que jamais, faire pression sur la classe politique pour son abrogation. La manifestation du 16 octobre prochain est donc importante : les organisateurs auront évidemment le devoir de marteler, tout au long du parcours, que « Taubira, ta loi, on n'en veut pas ». De façon certaine, l'immense majorité des manifestants reprendront avec puissance ce slogan, fondateur de leur présence. Nous comptons bien qu'il en soit ainsi, car la déception serait immense en cas contraire : l'objet du rassemblement serait dévoyé ! La loi mère de tous les maux (PMA, GPA, adoption par les « couples homosexuels etc. ») est bien la funeste loi Taubira : attaquons prioritairement et sans relâche la cause du mal, puis, ensuite, ses conséquences. Bossuet, il y a plusieurs siècles, nous avait fort bien expliqué l'ordre du combat à mener. Les primaires qui se profilent constituent une formidable opportunité politique, à ne manquer sous aucun prétexte ou calcul.

Ainsi, tout ce qui s'est créé depuis trois ans sur la résistance à cette loi ne peut et ne doit avoir qu'un seul mot d'ordre : abrogation de la loi Taubira, sans réécriture. *Le collectif On Ne Lâche Rien*, auquel participe activement Liberté politique, et qui connaît un développement d'une ampleur insoupçonnée, a été créé pour cela. Ses porte-paroles sont actuellement en contact avec les organisateurs de la manifestation, pour qu'ils aient accès à la tribune et qu'ils puissent s'exprimer avec force sur ce thème : nous vous tiendrons au courant, la semaine prochaine, du résultat final de notre démarche, que nous espérons évidemment positive... Quoiqu'il en soit, le succès que rencontre le collectif depuis sa création révèle l'ampleur de l'attente des résistants sur le sujet. Plus que jamais, donnons un vrai contenu au slogan « on ne lâche rien » : œuvrons de toutes nos forces pour l'abrogation sans réécriture, et que cela soit le cœur de l'action du 16 octobre !

François Billot de Lochner

*Président de la Fondation de Service politique,
de Liberté politique et de France Audace*